

<https://www.ecoleemancipee.org/Grece-demolition-de-l-enseignement-public>



Grèce : démolition de l'enseignement public

- International -



Date de mise en ligne : samedi 16 novembre 2013

Copyright © L'École Émancipée - Tous droits réservés

Comme partout en Europe, l'enseignement public grec est sous le feu d'attaques systématiques. Ici, ces attaques sont terribles, pour satisfaire les desiderata de la troïka, mais aussi parce que le gouvernement (droite et PASOK) a décidé de s'attaquer à un secteur clé des résistances sociales et veut imposer son éducation privée au seul services des riches.

Comme le disait le 22/10 l'éditorial du Quotidien des Rédacteurs (gauche) sur le gouvernement, « s'ils croient que les dépenses publiques pour l'éducation sont insoutenables, qu'ils fassent un autre métier, mais surtout qu'ils ne gouvernent pas ce pays ! ».

Réduire par tous les moyens le nombre des personnels est la ligne : 30 000 enseignants du primaire et du secondaire en moins depuis juin 2010, soit 30 %, avec 10 000 non titulaires licenciés en 2013, et des dépenses éducatives en baisse de 33 % depuis 2009. Une des grandes innovations est celle de la disponibilité, en fait une mise à l'écart de titulaires avant licenciement, sur la base prétendue d'évaluations.

En cette rentrée, cette disponibilité frappe durement les facs, plus exactement 8 universités, sans que le ministère justifie son choix : celui-ci veut écarter 1349 employés et exige les listes détaillées des personnels.

En réponse, la grève a été lancée, avec refus partiel des directions de donner ces listes. Il faut dire qu'alors que le taux d'encadrement est en Grèce de 49,12 étudiants par employé (13,76 en Grande Bretagne), il passerait à 78,20, autant dire que les facs ne pourraient plus fonctionner !

Face à cette action, le gouvernement menace de « service non fait » et la solidarité reste limitée. Pourtant, la solidarité la plus vaste s'impose ! En outre, demain, ce sont des enseignants des facs qui seront touchés, la disponibilité devant frapper 30 000 fonctionnaires en 2014.

Par contre, le marathon d'un mois organisé entre Salonique et Athènes par les gardiens d'écoles et lycées, frappés d'une même mesure, a rencontré une forte solidarité partout où ils passaient, signe d'une large compréhension de l'unité des personnels et des tâches éducatives.

Les luttes dans le secondaire : espoir déçu ?

Mais c'est avant l'été que le gouvernement a joué très gros : profitant d'un relatif recul des luttes, il a attaqué le secondaire, dont le syndicat OLME est depuis 4 ans au coeur des manifs contre la politique de misère.

Les mesures, en plus de celles mentionnées plus haut, sont les suivantes : service hebdomadaire avec 2 heures en plus, déplacements d'office, fermetures d'établissements (plus de 1200 depuis 2011 dans les deux degrés), suppression de spécialités importantes dans la technique comme santé et prévoyance, privant ainsi plus de 20 000 élèves (jeunes filles en priorité) de débouchés, baisse de 45 % du salaire pour les nouveaux professeurs...

Face à ces attaques, le syndicat a décrété la grève des examens nationaux du mois de mai. Décision portée par les AG du syndicat et défendue par la direction du syndicat, sauf le courant du PC, malgré l'ordre de réquisition.

Mais à 2 jours du début des examens, et malgré le vote des AG, la majorité de la direction d'OLME reculait ! Recul politique de la majorité des courants (en Grèce, pas de tendance, mais des courants liés aux partis) : la droite, avec le président du syndicat, le PASOK, mais aussi SYRIZA, sûrement sur consigne de la direction du parti, qui craignait un affrontement dur.

La déception devant ce recul a touché bien plus largement que les enseignants, vu l'image combative d'OLME. Au congrès du début de l'été, seuls la droite et le PASOK ont subi une défaite, le courant SYRIZA augmentant ses scores et devenant la première force (capitalisation apparente de la confiance envers ses dirigeants syndicaux dans OLME ?), l'autre grande gagnante étant un autre courant de la gauche radicale, qui en mai avait totalement soutenu la grève [1].

En septembre, OLME a lancé une grève reconductible, massive à ses débuts, mais passant au second plan dans la mobilisation antinazie suivant le meurtre du rappeur antifasciste Pavlos Fyssas. Vu les enjeux, de nouvelles AG vont se tenir, pour relancer la mobilisation.

Il est clair que celle-ci doit concerner toute l'EN, avec le soutien de la jeunesse scolarisée (dont les occupations ont été réprimées ces dernières semaines) et de la population, pour le droit à l'éducation ! ĩ

Athènes, le 31 octobre 2013
Correspondant école Emancipée

[1] 126 voix contre 80 en 2011 pour le courant SYRIZA,
75 voix cont 51 pour l'autre courant de la gauche radicale.